



Fiche d'actualité : Attentats Bruxelles, Turquie/UE/LR, Point d'indice des fonctionnaires, dynamique FN
Le 23/03/2016

- **Attentats de Bruxelles et menace terroriste : le danger permanent quand les gouvernements parlent mais n'agissent pas.**

Les attentats de Bruxelles sont une nouvelle tragédie qui suit dans un même mouvement de terreur les attentats du 13 novembre, mais aussi à ceux de Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher qui ont endeuillé la France en 2015. Tout naturellement le Front National, par la voix de Marine Le Pen, a donc exprimé sa solidarité avec le peuple belge dans cette épreuve.

Mais ces attentats, qui par définition sont des attaques de nature politique, rappellent aussi nos gouvernants à leurs responsabilités et à leurs obligations vis à vis de notre sécurité collective. **En matière de terrorisme, comme en tout autre domaine, il n'y pas de fatalité.** Si la menace apparaît aujourd'hui permanente et plus étendue que jamais c'est bien parce qu'un certain nombre de politiques, aussi bien intérieures qu'extérieures, ne sont pas menées, ou au contraire sont menées dans un sens qui aggrave la menace.

Il en est ainsi par exemple de l'irresponsable politique migratoire, engendrant des flux humains incontrôlés et incontrôlables, à l'intérieur desquels, comme on l'a vu lors des attentats du 13 novembre, des terroristes peuvent s'infiltrer. Il en est ainsi également de toute notre politique étrangère, depuis Nicolas Sarkozy, qui a profondément déstabilisé l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

Le Front National a demandé hier la fermeture immédiate de la frontière franco-belge et le renforcement des contrôles sur l'ensemble de nos autres frontières nationales. **Ce rétablissement des frontières doit être réel et non fictif.** Or sur ce sujet le gouvernement communique mais ne fait rien. Au lendemain du 13 novembre, des mesures du même ordre avaient pourtant été annoncées par François Hollande.

De toute évidence, ces annonces plusieurs fois formulées n'ont pas été suivies d'effets. Et pour cause, cela supposerait de se donner des moyens humains, matériels et financiers nouveaux qui n'ont pas été engagés. En outre, **le gouvernement, soumis à la Commission européenne, fait un blocage idéologique quant à la libre-circulation totale des biens et des personnes et refuse de remettre en cause de manière définitive l'espace Schengen qui a pourtant exposé nos Etats à plus de dangers que de bienfaits** (trafics criminels, immigration clandestine, terrorisme, etc.).

De même, **il faut enfin aller chercher dans les caves des zones de non-droit les armes, armes de guerre et explosifs qui s'y trouvent.** Là encore, le refus des pouvoirs publics de réinvestir ces territoires perdus de la République est une faute grave, lourde de conséquences en termes de sécurité.

Plutôt que de mettre en place immédiatement ces mesures concrètes, de modifier notre politique étrangère dans un sens qui rétablisse les conditions de la paix au Moyen-Orient, notamment par la reconstitution d'Etats structurés, et de lutter contre l'idéologie islamiste qui est à la source de ce terrorisme, le gouvernement préfère se disperser et dilapider l'argent des Français dans des campagnes anti-racistes dignes d'un Harlem Désir des années 80, qui plus est en niant éhontément la christianophobie et le racisme anti-blanc, pourtant dominants dans notre société.

Ce décalage entre la communication, les actes et la réalité des menaces qui pèsent sur notre pays, disqualifie le gouvernement aussi bien que la prétendue opposition LR pour résoudre les problèmes sécuritaires de la France.

- **L'Adhésion de la Turquie à l'UE : le double discours des Républicains (LR).**

En marge de l'accord-arnaque passé entre l'Union européenne et la Turquie sur la crise migratoire – accord qui constitue une victoire par K.O de la Turquie puisqu'elle a obtenu, moyennant l'engagement de recevoir sur son territoire les quelques migrants que le très fragile Etat grec aura péniblement réussi à renvoyer, 6 milliards d'euros, la libéralisation des visas pour ses ressortissants et l'accélération de son processus d'adhésion à l'Union européenne- les Républicains ex-UMP ont joué de leur enfumage habituel pour faire mine de s'opposer à l'adhésion de la Turquie à l'UE.

Cette hypocrisie manifeste impose de rappeler un certain nombre de faits sur la politique qui a été celle de l'UMP lorsqu'elle était au pouvoir, et sur l'attitude actuelle de ses députés européens à Strasbourg et Bruxelles.

C'est ainsi que pas moins de 8 chapitres de négociation ont été ouverts entre l'UE et la Turquie sous la présidence de Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2010.

De plus, lors de la réforme constitutionnelle du 21 juillet 2008, **Nicolas Sarkozy a fait supprimer par le Parlement réuni en Congrès l'obligation de référendum pour toute nouvelle adhésion à l'Union européenne**, introduite par son prédécesseur Jacques Chirac en 2005.

En outre, **les députés UMP ont toujours voté au Parlement européen les crédits de préadhésion de la Turquie à l'UE.** Enfin en 2014, **les députés UMP membres du PPE (Parti Populaire Européen) soutenaient la candidature de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne, lui-même ardent militant de l'adhésion de la Turquie à l'UE.**

Les gesticulations de certains représentants LR au sujet de la Turquie apparaissent donc aujourd'hui comme purement opportunistes. À la veille de primaires à « droite », certains ont trouvé là le moyen de se distinguer et de complaire à des électeurs très largement défavorables, comme l'ensemble des Français, à cette adhésion.

- **Point d'indice des fonctionnaires : des miettes à un an de la présidentielle.**

La décision du gouvernement d'augmenter le point d'indice des fonctionnaires de 0,6% en 2016 et 0,6% en 2017 n'est qu'un **geste électoraliste à un an de la présidentielle, traduisant tout à la fois le mépris du gouvernement pour les fonctionnaires et la très courte vue de sa politique d'austérité**, initiée par Nicolas Sarkozy.

En effet, la grille de rémunération des fonctionnaires a été gelée pendant près de six ans, au prétexte d'une austérité budgétaire imposée par Bruxelles. Ce gel a entraîné une dégradation nette et durable du pouvoir d'achat des fonctionnaires, nuisant à l'économie, au même titre que le gel des retraites ou l'accroissement du nombre des petites rémunérations chez les salariés du privé.

Ces quelques miettes accordées aux agents de la fonction publique ne compenseront donc aucunement les pertes subies pendant ces six années. Le Front National a donc demandé une hausse plus soutenue de ce point d'indice, en particulier pour les fonctionnaires des catégories B et C (n'excluant pas le maintien d'un certain effort pour les hauts fonctionnaires), en vue de casser la logique mortifère de l'austérité.

Cette décision **pose plus globalement la question de la rémunération du travail en France, de plus en plus smicardisé**, sous la pression d'un chômage de masse et d'une concurrence internationale déloyale volontairement entretenue. L'immigration massive constitue à cet égard un autre facteur de pression sur le

marché du travail, permettant de tirer les salaires vers le bas ; le tout au bénéfice du grand-patronat et au détriment du bien-être d'une majorité de travailleurs et de retraités.

- **Législatives partielles/sondages : les signes d'une nouvelle dynamique.**

Les résultats des élections législatives partielles des 13 et 20 mars derniers témoignent, parmi d'autres signes, d'une nouvelle dynamique de notre mouvement.

Tout d'abord, **les candidats du Front National sont parvenus à se hisser au second tour de ces élections dans deux des trois circonscriptions en jeu, ce qui n'avait été le cas dans aucune d'entre elles en 2012.** Dans la dixième circonscription du Nord, entre 2012 et 2016, le FN passe ainsi de 18 à 25,2%, et dans la deuxième de l'Aisne de 16,2 à 28,7%.

En outre, **les progressions d'entre-deux tours, face à des candidats LR solidement implantés, sont très supérieures à la moyenne des progressions habituellement observées face à des candidats de « droite »** (+5,4 points en moyenne aux dernières départementales, dont le mode de scrutin est similaire) puisque nos candidats ont bondi respectivement de 7 points dans le Nord (32%) et 10 points dans l'Aisne (38,9%).

Enfin, signalons que **le dernier sondage pour la présidentielle réalisé par l'institut IFOP montre une nouvelle remontée de Marine Le Pen entre +1,5 et +3 points par rapport à la dernière mesure** avec un résultat, selon les différentes hypothèses de candidature, oscillant entre **28 et 29,5% des voix.**

Auteur : Joffrey Bollée